

Préface de Kofi Annan

Nous vivons dans un monde d'interdépendances multiples : interdépendance des économies, des cultures, des institutions, des peuples qui lient les pays les uns aux autres ; interdépendance du social et de l'économique qui implique que l'on ne peut progresser durablement dans l'un de ces domaines sans progresser dans l'autre ; interdépendance de l'Homme avec la nature qui lie dès aujourd'hui le destin de l'humanité au soin qu'elle prendra de la planète.

Nous avons progressivement pris conscience de ces interdépendances, il nous faut apprendre à les gérer pour en faire des instruments du développement, des sources d'épanouissement pour tous et non des facteurs de peurs et d'asservissement avec, pour conséquence, des replis et des exclusions. Gérer, c'est prendre des décisions et les faire appliquer. Nous disposons pour cela d'un objectif qui est la réalisation des droits de l'Homme, des droits civils et politiques comme des droits économiques, sociaux et culturels, et d'un instrument qui est la démocratie. Il est nécessaire de le rappeler en ces temps où certains seraient tentés de renoncer à les faire progresser.

Les droits de l'Homme sont universels ; la quasi totalité des pays membres de l'ONU les ont reconnus et très nombreux sont ceux qui les ont inscrits dans leur constitution ; les peuples opprimés finissent par s'en emparer pour retrouver leur dignité. Là où ils sont foulés aux pieds, il ne faut pas espérer que les citoyens cultivent leurs talents, ni qu'ils contribuent à la prospérité de la nation ou au développement de la communauté. Si elle n'instaure pas l'état de droit, si elle tolère la corruption et les violences contre les femmes, une société ne peut se développer à long terme. De même, les droits de l'homme ne peuvent être sacrifiés à la lutte contre le terrorisme ; au contraire, le principe moral qui les sous-tend, celui d'un profond respect pour la dignité de chaque individu, est une arme puissante pour le combattre.

La démocratie ne se résume pas à la tenue d'élections, encore que des élections libres, transparentes auxquelles participent tous les citoyens en soient un fondement essentiel. La démocratie demande qu'une presse libre permette de s'informer, qu'une société civile courageuse et responsable écoute ses mandants, puisse s'exprimer, soit consultée par les autorités et puisse contrôler l'exécution des engagements pris au plan national comme au plan international. Une telle démocratie peut donner l'impression d'être fragile et de peiner à prendre des décisions car les contestations y sont nombreuses et les critiques sévères, mais, justement, ce dialogue souvent vif, aboutit à des réformes et rend les démocraties résilientes. Il n'en va pas de même des dictatures et des régimes autoritaires qui, peut-être décident vite, mais qui se privent des vues de ceux qui ne leur sont pas soumis, arrivent à des résultats économiques souvent médiocres, toujours inégalitaires, entretiennent la corruption et sèment la violence.

Dans un monde interdépendant, la mise en œuvre des décisions prises au niveau international est nécessaire à la réalisation du bien commun et pour éviter que les tensions ne dégénèrent en conflits. Dans le cadre de l'ONU, les gouvernements parviennent souvent, à l'issue de négociations parfois longues, à s'accorder sur les objectifs à poursuivre et les mesures à prendre pour résoudre des problèmes économiques, sociaux ou environnementaux. Leurs décisions sont mûries et tiennent compte de la diversité des situations, tous les jugent nécessaires et, pourtant, nombre de gouvernements tardent à les mettre en œuvre, voire les ignorent, par manque de volonté

politique ou pour satisfaire des intérêts particuliers. Ici, la société civile a le devoir de rappeler aux gouvernements les engagements pris et d'utiliser les relais dont elle dispose auprès de l'opinion publique pour les amener à agir.

S'il est une chose que nous avons comprise au fil du temps, c'est que les scénarios catastrophes et les critiques destructrices des Cassandre, intellectuels, journalistes ou ONG, n'ont jamais poussé les peuples et les gouvernements à agir. Ce qui fait bouger les choses, c'est un dessein positif, le sens des responsabilités de chacun, le tracé de chemins d'économie humaine dont cet ouvrage nous offre des exemples.

Partant, en effet, d'exemples pris dans chacun des continents, ce livre écrit à quatre mains a la sagesse de reconnaître qu'il y a plusieurs chemins et pas un seul pour que la vie de chacun devienne plus humaine.

Des exemples comme des pages consacrées aux caractères d'une économie humaine, se dégagent l'idée forte que dans toute coopération comme dans tout enseignement, la distinction entre ceux qui apportent ou qui savent et ceux qui reçoivent et apprennent n'est pas aussi tranchée que certains le pensent encore. Chacun a quelque chose à apporter et des savoirs à partager.

Ces exemples illustrent tous le dicton africain qui rappelle que, « quelle que soit la longueur du chemin à parcourir, le voyage commence par un premier pas ». Sur ces chemins nous rencontrons des personnes qui dialoguent entre elles pour décider des buts et des moyens, qui dialoguent avec les autorités même si elles condamnent éventuellement leur politique, qui avancent en réaction à des situations injustes et au nom de valeurs partagées parmi lesquelles la liberté d'être soi, de pouvoir faire des choix avec la vision qu'un monde plus solidaire et plus équitable est possible.

Kofi A. Annan